

COMMUNICATION À LA REUNION SUR LE TRAVAIL ET L'ENVIRONNEMENT RIO DE JANEIRO, BRÉSIL, JUIN 2012

*Intervention faite au cours d'une discussion entre experts
Kwasi Adu Amankwah, Secrétaire général de la CSI-Afrique*

Civilités :

Dans ma brève intervention, je tenterai de vous présenter certains des défis clés qui ont constitué des obstacles sur la voie du développement durable. Je tenterai également de vous présenter certaines de nos idées pour surmonter ces défis.

Chers camarades,

Je voudrais affirmer au début de mon intervention que *l'Afrique est confrontée à plusieurs défis dans ses efforts pour mettre en œuvre son programme de développement et d'intégration.* L'Afrique continue de faire face à un certain nombre de défis de développement, malgré ses ressources abondantes, et demeure le continent le plus pauvre du monde. Par exemple, parmi les 49 pays les plus pauvres (à peu près 70 %) dans le monde, 34 sont situés en Afrique ; près de la moitié de la population vit dans l'extrême pauvreté et la famine ; la prévalence du VIH/SIDA est plus élevée en Afrique que dans le reste du monde ; bon nombre de pays sont aux prises avec le cercle vicieux de la pauvreté, des conflits socio-politiques, du sous-emploi et du chômage ; et les niveaux élevés de corruption des fonctionnaires d'Etat ont des conséquences négatives sur la croissance et le développement. En outre, l'Afrique souffre, entre autres, d'une infrastructure médiocre, des investissements étrangers directs (IED) limités et d'énormes problèmes de dette extérieure.

Chers camarades,

Permettez-moi maintenant de porter mon attention sur certains des défis qui ont retardé et parfois entravé les efforts visant à parvenir à un développement durable en Afrique.

Les défis auxquels le continent africain fait face

Les défis auxquels l'Afrique fait face peuvent être globalement regroupés en quatre catégories, à savoir la paix et la sécurité, la gouvernance, les questions économiques et sociales.

1. La paix et la sécurité

Un des défis les plus graves pour les efforts de développement et d'intégration de l'Afrique au cours des deux dernières décennies a été la prévalence de l'instabilité politique et des conflits. La nature destructrice et récurrente de ces conflits a eu des conséquences profondes sur les États africains individuels et sur le continent dans son ensemble. La forte intensité des conflits dans de nombreux cas et la nature prolongée des conflits dans d'autres cas ont entraîné des pertes massives en vies humaines, le déplacement de personnes, un grand nombre de réfugiés, des enfants soldats, une incidence élevée de vulnérabilité et l'exclusion sociale (y compris des pertes d'emplois), la destruction des infrastructures socio-économiques et l'érosion des capacités institutionnelles.

La République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan, le Tchad, la Sierra Leone, le Libéria, la Guinée, le Zimbabwe, la Mauritanie, la Guinée-Bissau, le Mali, pour ne citer que ceux-là.

La situation conflictuelle en Afrique a accentué la pauvreté à travers le continent, encouragé une utilisation peu viable des ressources naturelles, rendu difficile l'accélération du développement et de la croissance économique durable et détruit les infrastructures physiques et le capital humain. En outre, les conflits ont réduit la capacité des États et du continent à mettre l'accent sur l'intégration et le développement, et compromis la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

2. La gouvernance

On ne saurait trop insister sur l'importance de la bonne gouvernance pour le développement durable en Afrique. Les conflits et l'instabilité politique, qui ont eu des conséquences désastreuses sur l'éradication de la pauvreté, l'utilisation des ressources et le développement humain, ont été dus en grande partie à des facteurs tels que la distribution inéquitable des ressources nationales et naturelles ; la violation des droits de l'homme, l'absence de l'Etat de

droit, le manque de démocratie et d'une représentation équitable et sans exclusive au gouvernement. La mauvaise gouvernance, qui se reflète dans la corruption, le manque de transparence, de reddition de compte et d'institutions responsables, ont souvent entraîné le détournement et une utilisation inefficace des ressources rares qui auraient pu être utilisées pour promouvoir la croissance et le développement.

Malheureusement, telles que les choses se présentent aujourd'hui, la gouvernance n'est pas un des piliers du Développement durable, et les tentatives des OSC de l'Afrique (y compris la CSI-Afrique et ses affiliées) pour l'inclure comme le 4^{ème} et le nouveau pilier dans Rio + 20 n'ont pas reçu l'appui d'autres partenaires, notamment l'Union Africaine, les ONG du Nord et les syndicats. Je voudrais lancer un appel à nos représentants aux négociations de Rio + 20 pour qu'ils appuient notre demande d'inclusion de la bonne gouvernance comme un pilier principal du développement durable. Sans la bonne gouvernance, il sera extrêmement difficile aux autres piliers, c'est-à-dire les piliers social, économique et écologique d'assurer un développement durable particulièrement dans notre région.

3. Social

Une kyrielle de défis sociaux ont ralenti le programme de développement durable de l'Afrique ; ces défis comprennent les faibles niveaux de protection sociale, des taux élevés de maladies infectieuses (en particulier le VIH et le SIDA, le paludisme et la tuberculose) et des niveaux élevés de pauvreté. Ces défis ont réduit la capacité des individus, des institutions et des États à avoir des modes de vie durables ou à mettre en œuvre des programmes et des politiques durables. Au niveau des ménages, les familles sont contraintes d'utiliser des ressources environnementales de manière peu viable pour survivre, alors qu'au niveau régional et national, la capacité des États à financer des politiques et programmes de développement durable a été affaiblie.

4. Économique

L'Afrique est confrontée à un certain nombre de difficultés économiques. Ces défis sont liés au commerce, notamment le déclin des termes de l'échange auquel font face les exportations africaines ; aux faibles niveaux d'investissement étranger direct ; des niveaux de dette extérieure et intérieure énorme et la hausse du cours du pétrole.

Commerce

Le commerce est potentiellement un catalyseur de développement économique durable. Cependant, ce potentiel en Afrique a été touché par le déclin des termes du commerce. L'« agenda de développement de Doha » relatif aux négociations commerciales promettait d'être une occasion unique de rendre le commerce plus efficace pour la croissance économique durable et la réduction de la pauvreté. Mais à ce jour, peu de choses ont été réalisées à cet égard. Le Programme de travail de Doha n'est pas encore pleinement achevé, et depuis, les négociations ont été suspendues.

En outre, l'Afrique demeure marginalisée sur le marché mondial et sa part des exportations mondiales demeure petite. Les pays riches et le modèle capitaliste de développement sont condamnables. Cela s'explique en partie par le fait que bien que les pays riches aient promis de réduire les droits de douane sur les importations en provenance des pays en développement et de réduire les subventions à leurs agriculteurs, il ne s'est pas passé grand-chose. Dans certains cas, les subventions ont été augmentées, au lieu d'être réduites.

En outre, les chiffres du commerce intra-Afrique demeurent insatisfaisants, comparativement aux autres régions du monde malgré les importants progrès réalisés par certains pays et des communautés économiques régionales dans la réduction et l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires.

Dettes

La situation de la dette en Afrique a été une préoccupation pour de nombreux dirigeants africains. Beaucoup de pays africains dépensent leurs maigres ressources pour honorer le service de la dette, au lieu de les allouer à la croissance et aux secteurs sociaux. Pour régler le problème de la dette auquel font face les pays africains, plusieurs initiatives d'allègement de la dette ont été initiées, notamment l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) et la décision du Sommet de Gleneagles (juillet 2005) d'annuler la dette de 18 PPTE, dont 14 pays d'Afrique. Toutefois, ces initiatives n'ont pas répondu aux exigences des pays africains. Dans un certain nombre de pays africains, il y a également un problème croissant de dette

intérieure. Cette triste réalité a compromis la capacité des États à atteindre les OMD et à assurer par conséquent un développement durable.

Investissements étrangers directs (IED)

Le rôle des IED dans le développement économique est capital ; cependant, le volume, les conditions et les modalités en vertu desquelles les IED ont été effectués en Afrique n'ont pas permis une croissance économique réelle, encore moins un développement durable. Par rapport à d'autres parties du monde, le volume des IED venant en Afrique a été plus faible que dans d'autres parties du monde. D'après certaines estimations, la part des investissements étrangers directs en Afrique est inférieure à 5 % des IED dans le monde. La plupart de ces IED ont ciblé les secteurs extractifs qui offrent peu d'avantages aux gouvernements et à la population. Les conditions de travail sous ces investisseurs sont en deçà des normes fondamentales du travail de l'OIT. Cela signifie que l'Afrique reçoit une dose d'IED à la fois « trop peu et trop amère ».

Augmentation des prix du pétrole

Un autre défi auquel le continent est confronté est la récente augmentation des prix des produits pétroliers. Tandis que le prix du pétrole brut était inférieur à 25 dollars US le baril mi-2003, il a nettement augmenté à plus de 60 dollars en 2005. A la mi-avril 2006, le prix avait atteint 72 dollars le baril et s'est élevé à plus de 90 dollars à la fin du mois de décembre 2011. À cet égard, la hausse des cours mondiaux du pétrole demeure l'un des facteurs déterminants de la performance économique mondiale en Afrique et dans d'autres parties du monde. Actuellement, bon nombre de pays africain sont confrontés à des difficultés économiques après les augmentations récentes et la montée des prix du pétrole et ils luttent pour ajuster les prix qui ne cessent d'augmenter.

5. Les défis environnementaux

L'Afrique est confrontée à plusieurs défis environnementaux, notamment la désertification, la déforestation, les déchets y compris les déchets électroniques et le dumping délibéré de déchets toxiques par des entreprises étrangères, les problèmes liés au changement climatique,

par exemple, la sécurité alimentaire, les problèmes de santé, les pertes d'emploi, etc. Tous ces problèmes ont eu un effet négatif sur la capacité des familles et des Etats à préserver durablement les moyens de subsistance et la croissance économique.

Les réponses de la CSI-AFRIQUE

Lors de son 2^{ème} Congrès tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en novembre 2011, la CSI-Afrique a adopté un certain nombre de résolutions et, par la suite, un Plan stratégique visant à aider à relever ces défis en Afrique. Il s'agit de :

1. Renforcer le travail de consolidation des droits humains et syndicaux en Afrique et la campagne pour la création d'une Commission électorale panafricaine et d'un Fonds pour les élections pour assurer plus de démocratie et une meilleure gouvernance ; le renforcement des institutions de l'UA – en lien avec la création d'un Etat de développement.
2. Intensifier la lutte pour changer la mondialisation, en accordant une attention particulière à la conception d'un nouveau modèle de développement pour l'Afrique qui met l'accent sur l'intégration régionale, le développement de l'industrie agro-alimentaire, la transformation minière et l'industrialisation, un commerce intra africain plus développé et la coopération Sud-Sud, la formalisation de l'économie informelle dans le sens de l'économie sociale, un renforcement vigoureux des efforts de réforme du commerce mondial, de l'architecture économique et financière pour qu'elle soit centrée sur le peuple.
3. La campagne pour la mise en place d'un socle de protection sociale pour tous.
4. Renforcer la capacité des affiliées dans le domaine du changement climatique, de la santé et sécurité au travail et l'environnement ainsi que l'adoption et l'inclusion des principes des droits humains et syndicaux dans tous les programmes de développement durable, y compris le principe de Transition juste, le dialogue social, le principe de précaution, le principe du pollueur payeur et le principe des responsabilités communes mais différenciées pour atténuer le changement climatique.

5. Renforcer l'organisation syndicale à travers la promotion de l'unité syndicale, de la syndicalisation, de l'égalité des sexes, de la participation des jeunes et de la démocratie interne pour l'autonomisation des travailleurs.

Merci.